



Paris, le 17 Août 2021

**Monsieur Bruno Le Maire  
Ministre de l'économie, des  
finances et de la relance  
139, Rue de Bercy  
75 572 Paris Cedex 12**

**Objet : Suivi de la conférence sur les perspectives salariales**

Monsieur le Ministre,

Le 6 juillet dernier, Madame Amélie de Montchalin a reçu les organisations syndicales représentatives de la Fonction Publique dans le cadre de la conférence sur les perspectives salariales.

Nonobstant la revendication d'augmentation de la valeur du point d'indice réitérée par FO Fonction Publique, Madame de Montchalin a toutefois fait mention d'une perspective de 10 000 promotions supplémentaires de grades pour les agents de catégorie B et C.

Cette avancée a minima, porte la preuve d'un constat partagé du faible nombre de promotions alors que des milliers d'agents remplissent les conditions statutaires pour accéder au grade supérieur. A ce titre pour FO Finances, l'exclusion totale de la catégorie A, confrontée aux mêmes obstacles est incompréhensible.

D'ailleurs, les conclusions de l'observatoire ministériel indiquent clairement que l'évolution des déroulements de carrière est l'un des facteurs de mécontentement majeur des agents.

En outre, les efforts consentis par les agents de notre ministère dans la période, entre crise sanitaire et restructurations des réseaux, doivent trouver une juste reconnaissance.

C'est pourquoi, l'annonce de la ministre de la Fonction Publique doit pouvoir trouver une traduction concrète au sein de notre ministère.

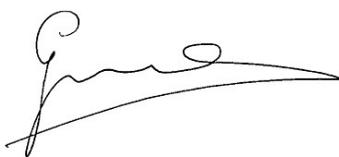
Pour ma fédération **vo**tre annonce du 2 février dernier, relative à l'augmentation d'un point des taux « pro/pro » 2021, ne saurait se confondre avec les intentions exprimées par Madame de Montchalin.

**Dans ce contexte, la fédération des finances FO vous demande Monsieur le Ministre, de bien vouloir lui faire part des modalités d'exécution de l'annonce de Madame de Montchalin pour le ministère de l'économie, des finances et de la relance.**

**Pour notre fédération, vos décisions en la matière devraient intervenir avant la publication de l'arrêté pro/pro et s'insérer dans le projet de Loi de Finances 2022.**

Dans l'attente de votre réponse, je vous prie d'agréer Monsieur le Ministre l'expression de ma considération distinguée.

Le Secrétaire Général,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Grasset', with a long horizontal flourish extending to the right.

Philippe Grasset